RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE : Le fait régional et la construction européenne. *BITSCH, Marie-Thérèse (dir.). Coll. Organisation internationale et relations internationales, Bruxelles, Bruylant, 2003, 457 p.*

Marie-Christine Steckel-Montes

Volume 35, numéro 4, décembre 2004

La théorie internationale face au 11 septembre et ses conséquences.
Perspectives libérales et critiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010506ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010506ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Steckel-Montes, M.-C. (2004). Compte rendu de [RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE : Le fait régional et la construction européenne. *BITSCH, Marie-Thérèse (dir.). Coll. Organisation internationale et relations internationales, Bruxelles, Bruylant, 2003, 457 p.*]. *Études internationales*, 35(4), 783–786. <https://doi.org/10.7202/010506ar>

rieur, du fait par exemple de l'histoire de la colonisation menée par l'Occident, ce que l'auteur qualifie de codépendance), mais surtout par l'argumentaire. En effet, le lecteur est malmené, perdu par des incidences qui lui font perdre le fil d'une argumentation déjà confuse. Par ailleurs, les nombreux problèmes de mise en page, les erreurs dans la pagination, des notes de bas de page trop allusives, imprécises et souvent inutilisables, n'aident pas à adhérer pleinement ne serait-ce qu'à la lecture de cette démonstration. En dépit de l'humanité évidente de ce livre (on ne peut plus personnel !), celui-ci ouvre cependant un débat sur la perception des relations entre les peuples. Pour rebondir sur l'anecdote de l'introduction (l'auteur, alors enfant, est sollicité, pour quelques pesos, par un vieux mexicain en haillons), en abordant à sa manière la question des chocs civilisationnels et culturels, Stéphane La Branche réactualise finalement une idée qu'avait magistralement décrite Octavio Paz dans son livre *Le labyrinthe de la Solitude* (1957). À l'époque, il défendait déjà la même thèse, celle d'une forme de terrorisme intériorisé par les Mexicains vis-à-vis des « Yankees ». Aujourd'hui, l'actualité des rapports de forces dans le monde fait que cela s'exprime avec une autre acuité mais *Mondialisation et terrorisme identitaire* défend la même idée que l'intellectuel et romancier mexicain : l'inégalité des rapports de pouvoir entre les différents mondes continue de s'exprimer de façon arbitrairement injuste et terrorisante pour les individus qui la subissent.

Jean Marie IZQUIERDO

CERVL-Sciences Po, Bordeaux, France

RÉGIONALISME ET RÉGIONS –

EUROPE

Le fait régional et la construction européenne.

*BITSCH, Marie-Thérèse (dir.).
Coll. Organisation internationale
et relations internationales, Bruxelles,
Bruylant, 2003, 457 p.*

Le couple « régions/Europe » entretient des relations paradoxales. À l'origine, les « régions intraétatiques » avaient un rôle faible, d'une part, au sein des États nationaux, à cause du caractère centralisé de la plupart des États membres, et d'autre part, dans le processus d'intégration européenne puisque ce dernier concernait uniquement les États. Or, les régions sont devenues un relais local pour l'Union européenne et cette dernière constitue un tremplin pour leur propre dynamisme.

La dialectique « régions/Europe » nourrit la réflexion des vingt-six contributions réunies dans cet ouvrage. Il s'agit d'un recueil des travaux présentés à l'occasion du colloque organisé, les 23 et 24 mai 2002 à Strasbourg, sur l'initiative du groupe « Identités européennes » de l'Institut Pierre Renouvin de l'Université Paris 1. En associant de nombreux historiens, des publicistes, des politistes, un économiste, des géographes, des aménageurs du territoire et un responsable de la Commission « Politiques régionales de l'ARE », un directeur des archives historiques des communautés européennes de Florence et un secrétaire général de la Fondation « Denis de Rougemont » pour l'Europe, l'entreprise ambi-

tionne de proposer une vision d'ensemble sur les rapports « régions/Europe ».

Le propos introductif de Marie-Thérèse Bitsch énonce les trois perspectives qui structurent le corps de l'ouvrage. La première partie présente la promotion de l'idée régionale en Europe. Elle est essentiellement empreinte d'histoire et d'idées politiques. Tout d'abord, dans sa contribution intitulée « identité régionale, identité nationale, identité européenne », Pierre du Bois défend, à partir de la consolidation de l'identité nationale, la thèse d'une superposition de trois identités territoriales. Ensuite, plusieurs contributions sont consacrées aux penseurs de l'européisme. Premièrement, Jean-Michel Guieu propose une intéressante biographie de Jean Charles-Brun, militant notoire d'une construction prudente et progressive du fédéralisme. Il révèle, ainsi, le rôle essentiel de cet auteur engagé dans l'action régionaliste française durant la première moitié du *xx^e* siècle. Deuxièmement, François Saint-Ouen expose la pensée de Denis de Rougemont, théoricien de « l'Europe des régions ». Marqué par le courant des personnalistes, ce penseur a défendu l'idée d'un principe fédératif reposant sur les régions définies d'un point de vue téléologique et non territorial. Il s'est fait le héraut des « espaces de participation civique » même s'il accordait aussi un intérêt particulier aux régions historiques ou ethno-culturelles et surtout aux régions transfrontalières. Troisièmement, selon l'hypothèse de travail de Daniela Preda, l'engagement européiste d'Alcide de Gasperi s'explique

par le caractère transfrontalier de sa région natale, le Trentin, situé au carrefour de l'Italie et de l'État austro-hongrois. Critiquant les nationalismes, cet auteur est favorable aux mouvements autonomistes comme piliers d'une organisation supranationale. Enfin, les autres articles s'attachent aux organisations syndicales et politiques.

L'étude de Sylvain Schirmann porte, en premier lieu, sur les organisations syndicales favorables au régionalisme – FO, CFTC et CFDT – comme moyen de transformer la société. Cependant, malgré la création de structures régionales et européennes, le bilan est mitigé puisque la représentation de ces organisations est meilleure au niveau national. Jean-Marie Palayret présente, en deuxième lieu, les activités du Conseil des communes d'Europe, qui constitue depuis 1951 un intermédiaire entre les structures communales et les instances européennes. Cette instance veille au respect de l'autonomie des communes tout en défendant l'européisme. En troisième lieu, Laura De Rose décrit – rapidement – le rôle de l'assemblée des régions d'Europe. Laure Brien expose, en quatrième lieu, les origines d'Eurocities, réseau des grandes villes européennes, qui contribue à l'intégration européenne. Dietmar Hüser élabore, en cinquième lieu, une généalogie des rapports consubstantiels entre la politique régionale et la politique culturelle au sein du Conseil de l'Europe. À la lecture de ces diverses études, force est de constater que l'État national reste la clé de voûte de l'Union européenne et des régions intra-étatiques.

À partir d'études de cas hétérogènes, la deuxième partie s'attache à la prise en compte des intérêts régionaux par l'Union européenne. Cette approche donne une impression de désordre et d'incohérence entre les différentes contributions. Ilaria Poggiolini montre, à partir de l'exemple de la Grande-Bretagne, comment la politique régionale a permis l'approfondissement européen. Georges Saunier ergote, ensuite, sur l'implication de la France, lors de la réforme du Fonds européen de développement régional dans les années 1981-1984, pour obtenir un meilleur contrôle des politiques structurelles. Puis, à travers le regard juridique de Nicolas Levrat, nous découvrons que l'Europe reconnaît plus qu'elle ne conforte le fait régional. À la suite, Vlad Constantinesco rédige la chronique de l'ascension du Comité des régions, érigé en organe d'impulsion. Pierre Eckly prolonge cette analyse en démontrant la magistrature d'influence du Comité des régions dans le cadre de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Dans une perspective synthétique, Muriel Rambour développe l'idée selon laquelle l'Europe constitue à la fois un vecteur de promotion des identités régionales et un facteur de leur dilution. Suivant ce courant, Peter Nitschke explique pourquoi l'européanisation va de pair avec la régionalisation même si ce phénomène n'est pas homogène au sein des différents États membres de l'Union européenne.

La troisième partie traite du développement régional et de la coopération transfrontalière. Les analyses portant sur plusieurs cas concrets différents, il est difficile de repérer le

fil conducteur des analyses suivantes. Pour commencer, Michel Dumoulin examine Bruxelles comme espace institutionnel particulier. Elle est à la fois la capitale de l'État fédéral belge, la capitale de la région et de la communauté flamande, une région et le siège privilégié des institutions européennes. Ensuite, Yves Lejeune examine l'accord de coopération transfrontalière, paraphé le 18 avril 2002, entre la France et la Belgique. À partir de l'exemple de l'eurorégion Sud-Ouest, un historien et un géographe – François Taulelle et Bertrand Vayssière – mentionnent les obstacles culturels et sociaux au dépassement des frontières par les populations. Après, Bruno Dupeyron prolonge la réflexion en adoptant un autre angle d'attaque illustré par le Rhin supérieur et l'Eurorégion méditerranéenne : la coopération transfrontalière sur les niveaux local, régional, étatique et communautaire. Ce thème est approfondi, d'une part, par l'article de Ariane Landuyt sur l'Italie, et d'autre part, par la contribution de Mercedes Samaniego Boneu sur l'Espagne. Le voyage se poursuit en Alsace, avec l'étude de René Kahn, qui cherche à conforter sa position car elle est concurrencée au niveau institutionnel et économique. Claude Gengler relate les apports des programmes européens pour le développement du Grand-Duché de Luxembourg et prouve, ainsi, l'intérêt de l'approche régionale pour les petits États. Birte Wassenberg révèle comment le management interculturel entre les Suisses, les Français et les Allemands, contribue à la coopération transfrontalière dans l'Euro-région du Rhin supérieur. Enfin, pour Rainer Hudemann, les histo-

riens doivent raconter le vécu commun des différentes populations transfrontalières pour faciliter la promotion de l'intégration européenne par les hommes politiques.

Dans la conclusion de l'ouvrage, Robert Franck constate l'hypercomplexité et la richesse des travaux, liées à l'approche comparatiste et interdisciplinaire. Il faut saluer avec lui l'objectivité et la rigueur scientifique des travaux.

Si la chronologie des dates-clés et la table des matières en fin d'ouvrage sont bienvenues, cet ouvrage ressemble à une mosaïque à cause du défaut de cohérence dans les deux dernières parties.

À l'heure de l'élargissement et de l'adoption d'une constitution européenne, cet ouvrage intéressera un public très large. Les réflexions alimentant cet ouvrage sont, en effet, au cœur des préoccupations des universitaires, des acteurs de l'intégration européenne et du développement régional mais aussi des citoyens de l'Union européenne.

Marie-Christine STECKEL-MONTES

Université Limoges, France

L'Europe des Commissaires. Réflexions sur l'identité européenne des traités de Rome au traité d'Amsterdam.

ROCHARD, Bertrand. *Coll. Organisation internationale et relations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2003, 503 p.

Voici un ouvrage original qui aborde la question de l'identité européenne à partir de l'examen des multiples politiques, programmes et actions des commissaires européens

(Commission européenne) entre 1958 et 1997. Il est structuré en trois parties reprenant des moments historiques : la phase de lancement de la Communauté européenne jusqu'en 1969 incluant la naissance d'une nouvelle entité politique au-delà du carcan « technico-commercial », la phase de gestion de la CE qui implique à la fois élargissement, approfondissement et achèvement des socles communautaires se terminant en 1986 et enfin la phase dite de mutation qui jongle entre l'unité européenne et le poids des États-nations, tout en réussissant un saut qualitatif majeur.

Éminemment complexe, le concept d'identité a été abordé en privilégiant une méthodologie consistant à rechercher ses trois « visages possibles » : l'identité idéologico-culturelle souvent abordée dans de multiples études et prises de position ; l'identité « citoyenne » y incluant le sentiment d'appartenance ; les nouvelles identités politico-institutionnelles plus ou moins cohésives dans le champ des relations internationales.

L'auteur a pu constater que les commissaires européens ont généralement mis en avant la troisième identité, les deux premières étant ignorées ou situées en périphérie. Ce constat a ainsi amené Bertrand Rochard à privilégier l'étude de ces identités politico-institutionnelles spécifiques en abordant sous un angle nouveau les leitmotivs idéologiques à la base des politiques préconisées par la Commission européenne, organe considéré comme moteur de l'intégration européenne.